

## FAITS MARQUANTS DE LA RDP 5 DE L'AEWA: MERCREDI 16 MAI 2012

La Rdp 5 de l'AEWA s'est poursuivie pour une troisième journée mercredi 16 mai 2012 à La Rochelle, en France.

Les délégués ont discuté des Plans d'action par espèce (SSAP) et des plans de gestion des espèces (SMP), de la mise en œuvre de l'Initiative africaine, de l'adoption de la nouvelle version arabe de l'Accord, et des dispositions institutionnelles.

Au cours de l'après-midi, les délégués se sont réunis en groupes de travail sur les questions financières et administratives, et sur les questions scientifiques et techniques.

### PLANS D'ACTION INTERNATIONAUX PAR ESPÈCES ET PLANS DE GESTION DES ESPÈCES

Sergey Dereliev, a présenté le document sur les SSAP et les SMP (AEWA/MOP5.24) et le projet de résolution (AEWA/MOP5 DR 8). Rappelant que 21 SSAP ont déjà été approuvés, il a noté que quatre nouveaux plans et un plan révisé, en plus d'un plan de gestion des espèces, sont présentés à la Rdp 5, tandis qu'un SSAP pour le bec-en-sabot du Nil est en préparation. Il a décrit les défis, incluant le financement et la coordination internationale pour la mise en œuvre des SSAP, et il a présenté sept groupes de travail intergouvernementaux de coordination des SSAP récemment mis sur pieds.

Pete Robertson, Central Science Laboratory, Royaume-Uni, a fait une présentation sur le contrôle de l'érismaurie rousse au Royaume-Uni. Il a rappelé que cette espèce originaire de l'Amérique du Nord a été introduite au Royaume-Uni dans les années 1940 et qu'elle produit des hybrides avec l'érismaurie à tête blanche, une espèce native mondialement menacée, dans toute l'Europe. Décivant comment le financement par le biais d'un projet LIFE de l'UE a stimulé les efforts d'éradication depuis 2005, il a indiqué que moins de 1% de la population est toujours présente au Royaume-Uni, mais que des populations importantes persistent en Europe continentale.

### PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE AFRICAINE

Evelyn Moloko, Coordonnatrice de l'Initiative africaine, AEWA, a fait une présentation sur le Plan d'action (PA) pour la mise en œuvre de l'Initiative africaine, soulignant le rapport sur la mise en œuvre de l'Initiative africaine depuis la Rdp 4 (AEWA/MOP5.31) et le projet de Plan d'action pour l'Afrique proposé pour l'exercice 2012-2017 (AEWA/MOP5.32).

Moloko a décrit les origines de l'Initiative à la Rdp 4, le financement du budget de base pour certaines de ses activités telles que le développement du PA et le soutien pour des activités supplémentaires, y compris l'embauche d'un coordonnateur, par des contributions volontaires. Après avoir décrit ses attentes initiales et son approche, elle a souligné sept ensembles de résultats suivant ses domaines d'activités clés, incluant: le recrutement du personnel; un projet de PA pour l'Afrique; la mise en œuvre du Fonds de petites Subventions de l'AEWA en Afrique, avec cinq projets africains financés en 2010; et le développement et la promotion des synergies.

Le Bénin, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAIN, a qualifié l'Initiative de «boussole» qui guide les efforts du PA. L'AFRIQUE DU SUD a encouragé les parties autres que celles provenant de l'Afrique à également «se sentir concernés par l'initiative», notant les avantages globaux de la protection des oiseaux migrateurs, et a encouragé les parties à penser de façon innovante concernant les approches relatives au renforcement des capacités et à la communication qui soient appropriées au niveau régional. Se joignant au TOGO et d'autres pour remercier les donateurs pour leur soutien, le MALI a souligné l'importance de la volonté politique dans le succès de ces activités. La TUNISIE a encouragé le développement de nouvelles synergies entre les organisations et les AEM qui travaillent dans le domaine.

Décrivant le développement du projet de PA pour l'Afrique (2012-2017) (AEWA/MOP5.32), Moloko a déclaré que 54 % des Parties africaines avaient formulé des commentaires. Tim Dodman, Consultant pour le développement du PA, a expliqué que le PA a fait l'objet de discussions et d'un accord lors de l'atelier pré-Rdp 5. Il a indiqué que les principales révisions du PA incluent: une révision majeure des mesures d'«utilisation durable», avec des nouveaux objectifs et des révisions stratégiques; davantage d'accent sur les moyens de subsistance et le tourisme; et une augmentation du budget. Moloko a ensuite présenté la résolution AEWA/MOP5 DR9, soulignant la proposition de créer une «unité de coordination réduite» au sein du Secrétariat de l'AEWA, assortie d'une présence renforcée dans les sous-régions.

Au cours de la discussion qui a suivi, l'UE a salué le «plan d'action impressionnant», mais a remis en question la démarche de coordination. Le délégué a annoncé que la France établirait un poste de coordinateur technique basé en France qui assistera techniquement les coordinateurs sous-régionaux basés en Afrique, et servira de lien vers le Secrétariat de l'AEWA.

Les délégués ont convenu de procéder à des consultations informelles concernant l'intégration de l'offre de financement de la France dans le projet de résolution.

### ADOPTION DE LA NOUVELLE VERSION ARABE DU TEXTE DE L'ACCORD

Notant que des problèmes liés à la traduction en arabe de l'Accord avaient été identifiés, Barbieri a présenté la nouvelle version arabe du texte de l'Accord (AEWA/MOP5.23), préparé dans le cadre du projet Renforcer les capacités de conservation des oiseaux d'eau et des zones humides en Afrique du Nord (WetCap).

La Libye, au nom des PAYS ARABES, a exprimé sa satisfaction concernant la traduction, mais a noté que quelques corrections et une révision des annexes étaient encore nécessaires. La Rdp a décidé que les Parties présenteraient des propositions de modifications au Comité permanent d'ici la fin de l'année 2012, et a chargé le Comité permanent de la validation de la traduction.

### ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

**COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANES**

**ET PROCESSUS:** Encourager la poursuite de la mise en œuvre conjointe de l'AEWA et de la Convention de Ramsar. Reconnaisant les objectifs communs de l'AEWA et de la Convention de Ramsar, l'UE a présenté le projet de résolution (AEWA/MOP5 DR 19). Le SÉNÉGAL a suggéré une référence au Mémorandum de coopération récemment signé par la Convention de Ramsar et la CMS et a également proposé d'ajouter une référence spécifique à la Convention de Ramsar dans tous les projets de résolutions qui mentionnent les AME. Le SECRÉTARIAT DE RAMSAR a proposé des libellés supplémentaires pour le texte, incluant sur d'autres activités conjointes d'importance, comme le Réseau mondial Interflyway et le processus INFORMEA du PNUE. La RdP examinera la résolution révisée vendredi.

Promouvoir des programmes de jumelage entre les sites naturels couverts par l'AEWA et le réseau de sites sous la Convention de Ramsar: L'UE a présenté le projet de résolution (AEWA/MOP5 DR 20). Se félicitant de l'initiative, la NORVÈGE a suggéré que le texte opérationnel sur l'identification des opportunités de jumelage avec les différentes régions d'une voie de migration partagée soit adapté pour inclure d'autres Parties. Le SECRÉTARIAT DE RAMSAR a suggéré de faire référence aux activités de Ramsar équivalentes à celles mentionnées par l'AEWA. Le SÉNÉGAL a soulevé des préoccupations concernant la classification et la nomenclature des aires protégées, et a convenu de se concerter avec l'UE sur le texte révisé.

**GROUPES DE TRAVAIL**

**FINANCES ET ADMINISTRATION:** Le Groupe de travail, présidé par Øystein Størkersen (Norvège), a repris ses négociations mercredi après-midi pour aborder les nombreuses questions budgétaires et connexes «non résolues». La session à huis clos a été ponctuée de plusieurs pauses pour permettre des consultations informelles.

Les participants ont exprimé leur disposition à considérer tous les scénarios budgétaires, et certains ont souligné la nécessité que toute décision concernant le budget attribue davantage de fonds au Fonds de petites subventions (SGF) pour des projets en Afrique. Le groupe de travail a également approuvé la proposition de l'UE de maintenir le poste de Secrétaire exécutif à un niveau P4, et quelques délégués qui, au départ ont appuyé un cycle de la RdP de quatre ans ont indiqué qu'ils étaient disposés à envisager un cycle de trois ans à condition de concessions sur des augmentations du budget. Concernant le poste P4, Størkersen a décrit les options à savoir de publier ouvertement l'ouverture d'un poste fixe ou le recrutement à l'interne d'un nouveau chef par intérim, notant que la dernière option impliquerait que si la négociation budgétaire résulte en une élévation du poste au niveau P5, le titulaire du poste serait éligible au poste.

Les participants ont discuté des options des projets de scénarios de budget de base d'un administrateur de programme adjoint à temps partiel pour l'Initiative africaine qui jouerait le rôle de Coordonnateur de l'Initiative africaine au sein du Secrétariat et d'un assistant de programme à temps partiel pour l'Initiative africaine. Les options discutées ont inclus de supprimer l'assistant à temps partiel, à la lumière de la contribution volontaire offerte par la France pour un poste à temps plein sur l'Initiative africaine et de créer un poste d'administrateur de programme à temps plein soit en augmentant le financement de base de 50% par des contributions volontaires soit par la fusion des deux postes à temps partiel proposés.

Le Groupe de travail a mis en place un petit groupe de rédaction «sélectif», avec l'appui du Président et du Secrétariat, pour travailler sur la feuille de calcul du budget et parvenir à un accord.

**SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE:** Le groupe de travail, présidé par Malta Qwathekana (Afrique du Sud), s'est réuni mercredi après-midi.

Les délégués ont approuvé le projet de résolution sur la révision et l'adoption des lignes directrices de conservation (AEWA/MOP5 DR 10).

Concernant le projet de résolution sur les lignes électriques (AEWA/MOP5 DR 11), en réponse aux préoccupations exprimées par le GROUPE AFRICAÏN, les délégués ont convenu de déplacer la référence à la Directive Oiseaux de l'UE à une note en bas de page. Le projet de résolution a alors été approuvé.

Les délégués ont approuvé le projet de résolution sur les rapports nationaux et le système de rapport en ligne, acceptant d'ajouter le libellé «le cas échéant» à la référence sur l'harmonisation avec les rapports présentés dans le cadre de la Directive Oiseaux de l'UE. Ils ont également approuvé le projet de résolution sur l'adoption d'amendements et de nouvelles orientations pour l'interprétation des termes utilisés dans le cadre du tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA (AEWA/MOP5 DR 7)

En abordant le projet de résolution sur les amendements au Plan d'action de l'AEWA (AEWA/MOP5 DR 6), les délégués ont discuté de référence: à certaines exemptions sur les méthodes de chasse interdites; aux espèces classées comme quasi menacées sur la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN; et à l'utilisation des plombs de pêche. Les délégués ont convenu de réexaminer cette question après une consultation avec le TC.

Après quelques amendements mineurs suggérés aux projets de résolutions sur les études internationales (AEWA/MOP5 DR 2) et les produits agrochimiques (AEWA/MOP5 DR 12), les délégués ont convenu de revenir sur ces questions vendredi.

David Stroud, Joint Nature Conservation Committee, Royaume-Uni, a présenté la résolution sur les mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau (AEWA/MOP5 DR 13), qui encourage les parties à compléter l'identification et la désignation de réseaux nationaux d'aires protégées. La résolution a été approuvée avec des amendements mineurs formulés par l'UE et BIRDLIFE INTERNATIONAL.

Stroud a également présenté le projet de résolution sur les oiseaux aquatiques, les zones humides et l'impact des industries extractives (AEWA/MOP5 DR 14 Rev.1), notant que les prix des matières premières conduisent à un boom minier dont les impacts se répercutent sur les zones humides. Les délégués ont approuvé la résolution avec des amendements mineurs formulés par l'UE et le SECRÉTARIAT DE RAMSAR.

Stroud a ensuite présenté la résolution sur les plantes aquatiques exotiques invasives sur les habitats des oiseaux d'eau en Afrique (AEWA/MOP5 DR 15), qui a été adoptée avec des amendements mineurs formulés par l'UE.

Les délégués ont approuvé le projet de résolution sur l'énergie renouvelable et les oiseaux d'eau migrateurs (AEWA/MOP5 DR 16) avec des amendements mineurs.

Dereliev a présenté le nouveau SSAP sur l'aigrette vineuse (AEWA/MOP5.25), que les délégués ont brièvement discuté. Les délégués ont convenu de revoir les SSAP restants lors de la prochaine réunion du Groupe de travail.

**DANS LES COULOIRS**

Alors que les délégués à la RdP 5 examinaient le Plan d'action pour l'Afrique mercredi, plusieurs ont été surpris par l'offre de l'UE, au nom de la France, de financer un coordonnateur technique pour l'Initiative africaine en France. Certains ont fait valoir que si l'aspect «technique» du rôle était souligné, cette offre pourrait conduire à une coopération technique renforcée et à un soutien aux coordinateurs sous-régionaux, dans la langue française, ce qui est important pour de nombreux pays africains. D'autres étaient sceptiques, indiquant que l'accent sur l'aspect «coordinateur» du rôle est couru d'avance. En outre, prenant acte du fait que cette proposition prévoyait un nouveau coordonnateur situé ni en Afrique ni au Secrétariat de l'AEWA à Bonn, certains craignaient la création d'une couche supplémentaire de bureaucratie.

Lors de la rencontre du groupe de travail sur le budget en après-midi, les participants ont examiné non seulement les niveaux de financement globaux, mais ont également examiné, ligne par ligne, ses dispositions. Alors que beaucoup ont approuvé la recherche d'économies dans le budget existant, qui pourraient alors être réaffectées aux efforts de mise en œuvre, tels que le Fonds de petites subventions pour des projets en Afrique — un pays en développement préoccupé par certaines des réductions du soutien au Secrétariat, a averti que si ce dernier est sous-financé, le coût des mauvais résultats du Secrétariat serait «payé par les oiseaux».

**SYNTHÈSE ET ANALYSE DU BNT:** Puisque des excursions sur le terrain ont lieu toute la journée jeudi, ce bulletin journalier est dernier de la RdP 5. Le numéro du Bulletin des négociations de la terre consacré à la synthèse et à l'analyse de la RdP 5 sera disponible dès le lundi 21 mai 2012 à: <http://www.iisd.ca/cms/ae-wa-mop5/>. Une traduction française de ce document sera disponible peu après cette date.